

Le gouvernement national est habilité à percevoir l'impôt sous toutes ses formes, et il a contracté au fil des ans d'énormes obligations financières envers les gouvernements provinciaux. C'est ce que nous appelons les paiements de péréquation, destinés au financement conjoint des soins de santé, de l'éducation postsecondaire et d'autres programmes sociaux.

Dans sa forme la plus élevée, le fédéralisme canadien est sensible à la fois aux objectifs nationaux et aux contingences régionales. Il est conciliant, souple, créatif, et donne d'excellents résultats. Il en a été de même dans le passé, et il en sera de même dans l'avenir.

C'est là entre autres une des raisons pour lesquelles le nouveau gouvernement a dû remanier entièrement le Programme énergétique national élaboré par nos prédécesseurs. Nous avons négocié l'Accord de l'Ouest avec l'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique. Nous avons signé un accord historique avec Terre-Neuve et le Labrador; nous avons établi une nouvelle politique d'exploration des régions éloignées, et nous avons fixé le prix du carburant d'après une formule qui convient à la fois aux provinces productrices et aux provinces consommatrices.

Nous voulons que le secteur canadien de l'énergie soit non pas une source de frictions politiques et régionales, mais plutôt un facteur de croissance économique et de développement national. Nous croyons que ce sera possible grâce à nos nouvelles politiques.

Un de nos premiers gestes a été de supprimer l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Nous avons créé par une loi du Parlement un nouvel organisme appelé Investissement Canada, qui a le mandat positif d'encourager les nouveaux investissements, tant de source canadienne que de source étrangère, tout en tenant compte du caractère particulier des secteurs culturels de notre économie.

Ces mesures ont contribué à rétablir un climat plus serein dans les relations fédérales-provinciales. Bien sûr, il y aura toujours des divergences.

Or l'acceptation de la diversité est au coeur même d'un système fédéral comme le vôtre ou le nôtre. Dans une fédération, les dirigeants politiques nationaux auront toujours pour tâche de concilier les divergences, d'harmoniser les politiques, d'égaliser les chances, d'exploiter les forces régionales, de respecter les différences historiques et culturelles et de toujours offrir à la nation une vision de ce qu'elle peut accomplir en tant que collectivité.

Voilà deux jours, il y a eu une élection provinciale au Québec. L'enjeu n'était pas la séparation - cette option a été mise de côté avant l'élection. En l'absence de ce thème, les deux grands partis ont axé leur campagne sur les questions économiques. Tous deux étaient dirigés par des chefs compétents, et ils ont mené des campagnes énergiques mais sereines. Les deux partis ont proposé des objectifs similaires. La question était de savoir lequel des deux pourrait le mieux stimuler l'emploi et la croissance économique dans le cadre fédéral. Et lundi, les Québécois se sont prononcés. Ils ont élu un gouvernement qui s'est engagé à favoriser le renforcement de l'économie et la collaboration avec le gouvernement fédéral à Ottawa. Le verdict de l'électorat québécois ne peut donc qu'accroître la stabilité économique au Canada et contribuer au renouveau économique.

L'amélioration des relations fédérales-provinciales, la nouvelle politique en matière d'énergie, la plus grande ouverture aux investissements, ce sont toutes là des conditions essentielles à la reprise de la croissance économique et à la création d'emplois au Canada.

Il ne fait aucun doute que le renouveau économique est bel et bien amorcé. Tous les indices sont là pour le prouver, qu'il s'agisse des prévisions du PNB, des taux d'intérêt, de l'inflation, des mises en chantier, de l'emploi, des placements de capitaux. Dans certains cas, ils sont même plus encourageants que les vôtres.